



Ce projet est cofinancé par l'Union européenne

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU DANEMARK



EVALUATION EN BREF

## LA VOIX DES JEUNES DU SAHEL

DIALOGUE ENTRE JEUNES ET INSTITUTIONS AU SAHEL

PHASE II

CONCLUSIONS DE L'ÉVALUATION FINALE

FÉVRIER 2022

Au Mali



### LE PROJET ET L'ÉVALUATION

#### OBJECTIF GLOBAL DU PROJET

Intégrer les organisations de jeunesse dans les processus d'élaboration et de mise en œuvre des politiques de développement en leur faveur

#### OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

- Renforcer la présence des organisations de jeunesse dans les processus de dialogue
- Faciliter la continuité du dialogue entre autorités nationales, G5 Sahel, UE et organisations de jeunesse

#### PAYS



#### MISE EN ŒUVRE

Septembre 2018 – août 2021

#### BUDGET

EUR 5 000 000

#### MISE EN ŒUVRE

Centre pour le dialogue humanitaire

#### ÉVALUATION

Yassine Hamza ; Adiza Lamien-Ouando ; Pierre Robert (chef d'équipe)

## I Contexte du projet au Mali

Le Mali est sans doute celui des cinq États couverts par le projet dont la situation politique a connu le plus d'instabilité depuis 2018. Réélu président (non sans contestations) en septembre 2018, Ibrahim Boubakar Keïta a décidé d'organiser des élections législatives, retardées depuis des années, en mars et avril 2020. Marquées par des incidents et des contestations, les élections donnent lieu à un regain de manifestations exigeant la démission du président. Celui-ci est démis de ses fonctions en août 2020 lors d'un coup d'État aux allures de soulèvement populaire, qui porte Bah N'Daw, ancien ministre de la Défense, à la présidence de la transition, et Moctar Ouane à la primature. En mai 2021, cet arrangement est bouleversé lorsqu'Assimi Goïta est porté à la présidence et Choguel Maïga – représentant du groupement politique ayant mené la contestation – à la Primature. Ces évolutions ont lieu sur fond de désaccords stratégiques sur la nature de la réponse sécuritaire à apporter au conflit et dans un contexte d'insécurité croissante dans le nord et le centre du pays.



Rencontre régionale, Bamako, juin 2017 ©HD



## Résultats de l'évaluation

Le projet a incontestablement contribué au développement d'une politique malienne concernant la jeunesse en général – sur les questions d'éducation, de formation, ainsi que sur la consultation des jeunes dans les processus de décision politiques. Plusieurs éléments du Cadre stratégique pour la relance et le développement durable (CREDD) 2019-2023 concernent la jeunesse. L'instabilité politique et institutionnelle doublée de la crise sanitaire de la COVID 19 n'ont pas changé la nature des besoins et des priorités de la jeunesse malienne. HD a su maintenir l'intérêt des différentes parties prenantes du projet en dépit du contexte difficile. Plus spécifiquement en ce qui concerne la COVID 19 a contribué activement à la lutte contre la pandémie par le développement d'activités supplémentaires (sensibilisation à travers des émissions radios). Le diagnostic développé dans le cadre de la première phase a été le fondement de la formulation et de la logique d'intervention du Projet. Toutes les personnes interviewées étaient unanimes sur l'adéquation entre les besoins identifiés et l'approche et les résultats attendus du programme.

Les défis reconnus allaient de la difficulté d'accès des jeunes aux décideurs politiques aux faibles capacités de proposition de la jeunesse en matière de participation et formulation des politiques publiques. Les parties prenantes notaient que les autorités et la jeunesse étaient dans une posture de confrontation et non de dialogue – problème renforcé par une certaine précarité économique structurelle.

En réponse le projet a facilité l'instauration d'un climat de confiance entre les différents acteurs (institutions, aînées, jeunes), qui n'existait pas auparavant ; créé des cadres de dialogues et de concertation à tous les niveaux. Il a aussi développé une méthodologie de travail valorisant les parties prenantes à travers la mise en place de points focaux dans les ministères sectoriels traitant des questions de la jeunesse et intéressant la jeunesse ; en assurant la représentativité du groupe de jeunes aussi bien en termes d'équilibre de genre que d'origine régionale. La fréquence et la régularité des rencontres ont permis de consolider les relations de confiance mutuelle entre HD et les acteurs, entre les jeunes eux-mêmes ; entre jeunes et gouvernants ; et entre jeunes et aînés.



**Maman Sambo SIDIKOU**  
Secrétaire permanent, G5 Sahel ©HD

### LA VOIX DES JEUNES DU SAHEL EN CHIFFRES

- 5 pays, 5 régions par pays (sauf limitations pour raisons sécuritaires)
- 1250 jeunes (18-35 ans) participant.e.s (250 dans chacun des cinq pays)
- Environ 1000 organisations formelles ou informelles de jeunes représentées
- Plus de 50 institutions étatiques participantes (ministères chargés de la jeunesse, de l'éducation, de l'emploi, Points Focaux nationaux, autorités locales, etc.)
- Cinq conseils nationaux de la jeunesse mis en place ou réactivés
- Plusieurs dizaines de rencontres nationales, locales et régionales
- Dialogue avec des jeunes de la diaspora sahéenne en Europe
- Forum de discussion en ligne

Les échanges menés par les évaluateurs ont permis de mettre en lumière des défis spécifiques selon les tranches d'âge : renforcement de capacités et de compétences pour les jeunes de 18 à 25 ans ; tandis que c'est la participation à la prise de décision qui semble constituer le principal défi pour les 26-35 ans. Il y avait une bonne adéquation entre la définition des défis au niveau du Mali et au niveau sous-régional.

**La pertinence de l'approche devait beaucoup à la capacité de HD d'instaurer un climat de confiance, grâce à sa neutralité reconnue par rapport à tous les acteurs, mais aussi du fait que les critères de sélection des jeunes participants et leur application rigoureuse et stricte constituaient une innovation importante.** La création de cadres interministériels pour créer un réseautage et améliorer la préparation des rencontres était également un facteur important, comme l'était le fait que le cadre intergénérationnel de dialogue et de médiation a permis de rapprocher les jeunes des aînés et de renforcer les compétences des jeunes filles et garçons), ainsi que de les outiller à mieux dialoguer avec les autorités et de les inciter à être une force de proposition.

La méthodologie d'identification et de sélection des représentant.e.s de la jeunesse a été inclusive en ce sens que :

- Les jeunes des zones rurales et des zones urbaines ont été pris en compte ;
- Le même nombre de jeunes a été sélectionné par région ;
- La parité filles/garçons a été la règle ;
- Les jeunes vivant avec un handicap ont été pris en compte (handicap visuel, handicap moteur).

Cependant la méthodologie inclusive du projet n'a pas été entièrement reflétée dans la mise en œuvre des activités qui est parfois restée globalisante. Les jeunes femmes ayant des bébés et participant au symposium observé par les évaluateurs ont noté qu'il n'y avait pas de dispositions particulières pour accueillir les enfants et les personnes qui les gardent, en termes de lieu d'accueil des bébés et des personnes qui prennent soins d'eux et de prise en charge des dépenses induites : les mêmes per diem étaient servis aux jeunes non accompagnés filles et garçons qu'aux jeunes femmes accompagnées de leurs maris ou d'une autre personne. On note par ailleurs que



Stand «La voix des jeunes du Sahel» lors de la réunion du Comité de pilotage 2021 G5 Sahel ©HD

l'utilisation des langues nationales n'a pas été intégrée dans la méthodologie : l'animation était en langue française alors qu'il y avait des jeunes filles et garçons non francophones. Lors du symposium, le handicap n'a pas été pris en compte (fauteuil roulant pour un homme vivant avec un handicap moteur) et pour un autre vivant avec un handicap visuel). Par ailleurs les recommandations des formations des formateurs n'ont pas donné lieu à des actions correctives, si bien que les dernières sessions de formation ont fait l'objet des mêmes remarques et recommandations que les premières sessions. Toutefois, les engagements ne détaillent pas suffisamment les mécanismes de pérennisation des différents espaces créés.

La création de trois plateformes WhatsApp a eu lieu, reliant les jeunes d'une même localité ; les jeunes et aîné(e)s issues d'une même localité ; et tous les jeunes bénéficiaires du projet. Toutefois l'apport de ces plateformes aurait été plus important si elles avaient été conçues comme un moyen d'élargissement



**Seydou DIABATE**

Point focal Mali - Conseiller technique au Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Construction citoyenne ©HD

de la base des jeunes bénéficiaires du projet.

**Les trois cycles de renforcement des compétences ont nécessité la mobilisation d'une expertise familière des besoins de renforcement des capacités des jeunes. Ce travail a été effectué en conformité avec les besoins de la dynamique en place.** Néanmoins le projet n'a pas pris en compte les insuffisances communiquées par les formateurs dès le démarrage (différences entre les participant.e.s et aussi la diversité des langues maîtrisées). L'utilisation des langues nationales n'a pas été intégrée dans la méthodologie de travail. La taille des groupes formés correspondait plus à celle de groupes de sensibilisation, et semblait trop large pour des débats en profondeur.

**Les chantiers nationaux ont permis d'identifier des actions pour répondre aux défis prioritaires de la jeunesse de façon inclusive. Le programme a réussi la préparation des différents acteurs pour leur donner envie de travailler ensemble (rencontres inter-ministérielles, rencontre entre aîné(e)s et jeunes, rencontres entre jeunes) ce qui a permis l'identification consensuelle d'actions prioritaires** et l'élaboration d'une feuille de route des chantiers prioritaires. Cependant les résultats auraient pu être plus pertinents si la méthodologie avait été documentée, car le manque de documentation de la méthodologie fait qu'à l'avenir, d'éventuels projets successeurs devront « réinventer la roue ». Les interprétations divergentes des différents acteurs quant aux objectifs du projet, notamment des prestataires du privé, ont rendu le démarrage de l'exercice difficile et pour certains intervenants les actions d'ajustement n'étaient pas suffisamment claires. Le fait que le projet n'avait pas prévu d'accompagnement financier pour la transformation du savoir théorique en savoir-faire a freiné un peu l'enthousiasme des jeunes.



**Fanta Sadibou KONÉ**

Centre pour le dialogue humanitaire ©HD

Des entretiens avec le Ministère de la jeunesse et le Ministère de la Femme, il ressort que le projet a créé les conditions d'une coordination des actions touchant les jeunes, filles et garçons à travers la plateforme sous le leadership du Ministère de la Jeunesse et des Sports. Par ailleurs l'existence de deux points focaux au niveau du Ministère de la jeunesse, l'un au niveau stratégique à travers le Conseiller technique du Ministre, et l'autre opérationnel à travers le Chef de la Division Vie Associative de la Direction Nationale de la Jeunesse a permis au Ministère de la jeunesse d'avoir une bonne appropriation du Projet et de mieux assurer le leadership au niveau national.



En effet le point focal opérationnel constitue quasiment la mémoire institutionnelle du projet, ayant participé à l'ensemble des activités de la première et de la deuxième phase. Cependant les changements récurrents des points focaux après les remaniements ministériels ont affecté négativement la capitalisation et une contribution plus efficace.

La concrétisation des chantiers prioritaires prévus par le projet aurait eu de meilleures chances d'être atteinte si, lors de la révision du plan d'action, les attentes exprimées par les jeunes au moment de la priorisation des actions prioritaires avaient été prises en compte dans l'avenant signé à cette occasion. La prise en compte des autorités locales n'était pas suffisante, de sorte qu'une différence s'est créée entre la connaissance des politiques publiques par les jeunes et celle des autorités locales. On peut également regretter que l'absence d'un mécanisme de suivi-évaluation a figé le projet dans une logique d'intervention initiale. Par ailleurs, la non-évolution de la stratégie de communication en fonction de l'évolution des besoins du projet a limité la diffusion des résultats.

**Parmi les apports du projet en termes de politiques publiques au Mali, on note des contributions à l'évaluation de la mise en œuvre de la Politique Nationale de la Jeunesse 2012-2016 maintenue jusqu'en 2020 ; à la validation du rapport d'évaluation de la Politique Cadre de Développement de la Jeunesse du Mali (avril 2021), et à la formulation de la nouvelle Politique Nationale de la Jeunesse du Mali (mai 2021).**

Les évaluateurs ont constaté que l'accompagnement par le siège de HD n'était pas en adéquation avec les exigences d'un tel projet, cela a mené à des difficultés d'adaptation de HD dans un délai aussi court et dans un contexte aussi complexe que celui du Mali. La viabilité financière future des activités est compromise compte tenu du budget disponible au Ministère de la jeunesse pour des exercices similaires. Par ailleurs, le format de réalisation des activités ne peut pas être assuré par les budgets nationaux et vu le contexte difficile du pays. Quant à la viabilité technique, elle est plus facile à assurer si des efforts sont fournis pour documenter, capitaliser l'approche et la méthodologie d'une part et la transmettre aux jeunes bénéficiaires d'autre part.

**Le projet a contribué à la mise en place de mécanismes de dialogue au niveau local entre jeunes et autorités et de Cadres intergénérationnels de dialogue et de médiation (CIDM).** Au niveau national, il a permis l'implication des jeunes dans les processus d'élaboration, de relecture et de validation des politiques publiques de jeunesse, et un appui à la coordination interministérielle. On peut regretter toutefois que, si la méthodologie prévoyait l'entraînement d'autres organisations de jeunesse via les participants et les bénéficiaires du projet, aucun mécanisme formel pour atteindre ce résultat n'a été mis en place en pratique – même si les bénéficiaires ont clairement pris conscience de la nécessité de diffuser les acquis du projet auprès de plus larges groupes de jeunes.



Rencontre régionale, Bamako, juin 2017 ©HD

## I Recommandations

Le projet a incontestablement contribué au développement d'une politique concernant la jeunesse en général – sur les questions d'éducation, de formation, ainsi que sur la consultation des jeunes dans les processus de décision politiques.

Le Projet a :

- Facilité l'instauration d'un climat de confiance entre les différents acteurs (institutions, aînées) cette confiance n'existait pas auparavant ;
- Créé des cadres de dialogues et de concertation à tous les niveaux, mais surtout au niveau national ;
- Développé une méthodologie de travail valorisant les parties prenantes à travers :
  - » La mise en place de Points Focaux dans les ministères sectoriels traitant des questions de la jeunesse et intéressant la jeunesse ;
  - » La représentativité des jeunes aussi bien en prenant en compte l'équilibre genre et entre les régions ;
  - » La fréquence et la régularité des rencontres ont permis de consolider les relations de confiance mutuelle.

Les recommandations suivantes découlent des conclusions de l'évaluation :

- Intégrer le principe directeur du projet – soutien à la participation des jeunes aux processus de décision politique – au sein d'autres interventions soutenues par l'UE.
- Considérer des éléments de suivi au niveau sous-régional.
- Donner la priorité au soutien à la relation entre jeunes et autorités locales.
- Explorer la possibilité de soutenir des petits projets pilotes d'entrepreneuriat social impliquant des jeunes.
- Continuer à encourager les Etats à développer et mettre en œuvre des politiques nationales concernant la jeunesse.